

Décret royal n° 074-66 du 30 jourmada I 1386 (16 septembre 1966) fixant les conditions de vente de médicaments par les médecins.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir n° 1-59-367 du 21 chaabane 1379 (19 février 1960) portant réglementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste, herboriste et sage-femme et notamment son article 5,

Décrétons :

Article Premier : L'autorisation de vendre des médicaments par des médecins prévue par l'article 5, alinéa 4, du dahir du 21 chaabane 1379 (19 février 1960) susvisé est accordée, s'il y a lieu, par décision du secrétaire général du Gouvernement, après avis du ministre de la santé publique, du conseil national provisoire de la pharmacie et du conseil supérieur de l'ordre des médecins.

Cette décision mentionne la localité où, étant appelé à donner des soins, le médecin peut vendre des médicaments.

Article 2 : L'autorisation est toujours révocable. Elle devient caduque dès qu'un pharmacien est autorisé à s'installer dans la localité considérée ou à moins de 25 kilomètres de ladite localité.

Article 3 : Le médecin bénéficiant de cette autorisation peut avoir seulement en dépôt, des médicaments à son cabinet, à l'exclusion de toute officine ou dépôt ouvert au public.

Article 4 : Il ne peut céder des médicaments autres que ceux qu'il a lui-même prescrits sur ordonnance aux malades auxquels il donne ses soins.

Il doit en assurer lui-même la vente aux prix homologués.

Il lui est interdit de faire gérer le dépôt de médicaments par un préposé quel qu'il soit.

Article 5 : Le médecin autorisé à vendre des médicaments est soumis aux dispositions de la législation en vigueur relative à l'exercice de la pharmacie.

Il doit avoir en particulier :

Un registre d'ordonnances côté et paraphé par l'autorité locale sur lequel seront inscrites toutes les prescriptions concernant les substances vénéneuses ;

Un registre de comptabilité des stupéfiants côté et paraphé par l'autorité locale et où seront enregistrées les entrées au moment de réception des substances du tableau " B " et les sorties au moment de la remise desdites substances aux malades ;

Les ordonnances prescrivant ces substances seront conservées pour être présentées en cas d'inspection ;

Une armoire à produits stupéfiants fermée à clef ;

Il doit s'interdire d'effectuer des préparations magistrales.

Article 6 : Les dispositions du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel* prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1967.

Fait à Rabat, le 30 jourmada I 1386 (16 septembre 1966).
El Hassan Ben Mohammed.